

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES**

PRÉFECTURE DE LA MARNE

bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire

**INSTALLATIONS CLASSÉES
N° 2001-A-68-IC**

Arrêté de mise en demeure concernant la société Sogessae à Epernay

**Le préfet de la région « Champagne-Ardenne »
préfet du département de la Marne,
Chevalier de la légion d'honneur,**

VU :

- le code de l'environnement, notamment ses articles L. 514.1 et L. 514.2,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, dont les dispositions sont reprises dans le livre V, titre 1er du code de l'environnement
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 91 A 06 IC du 22 février 1991 autorisant la société Sogessae, dont le siège social se situe ZA La Pompelle - BP 6 -48, rue du Val Clair - 51683 Reims cedex 2, à poursuivre l'exploitation de la dépositaire de matières de vidange et boues de curage située sur le territoire de la commune d'Epernay, lieu-dit « La Ferthiline »

Considérant

- que l'article L. 514-1 du code de l'environnement stipule « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé »
- que lors de la visite d'inspection de la dépositaire effectuée le 11 mai 2001, l'inspecteur des installations classées a constaté plusieurs non-conformités à l'arrêté d'autorisation
- que la capacité annuelle de stockage autorisée est dépassée (article 1.1 de l'arrêté d'autorisation)
- que la dépositaire n'est pas entourée d'une végétation à feuilles persistantes ayant une hauteur minimale de 2 mètres à 2,5 mètres (article 3.1 de l'arrêté d'autorisation)
- que la surveillance des eaux souterraines n'a pas été réalisée avec la périodicité imposée (article 4.3 de l'arrêté d'autorisation)
- que le fossé de drainage des eaux pluviales sur la zone engazonnée n'est pas maintenu en état (article 4.4 de l'arrêté d'autorisation)
- que la clôture du site n'est pas entretenue (article 6.1 de l'arrêté d'autorisation)
- que les boues retirées des bassins après dessiccation ne sont pas éliminées (article 10 de l'arrêté d'autorisation)

Sur proposition de Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

.../...

ARRETE

Article 1er

La société Sogessae est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 22 février 1991, concernant son site d'Epernay

Article 1.1

La dépositante est autorisée pour une quantité maximale de 3.000 m³ par an (sera vérifié de date à date)

Article 3.1

La dépositante sera entourée par une végétation à feuilles persistantes adaptée à la nature du terrain, aux conditions climatiques et ayant une hauteur minimale de 2 mètres à 2,5 mètres

Article 4.3

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fera l'objet d'une surveillance avec une analyse trimestrielle sur le piézomètre SS2 (aval immédiat) et analyse sur les trois piézomètres

Article 4.4

Les eaux pluviales seront recueillies au pied de la zone engazonnée de pente 5,5 % dans un caniveau de section 50 x 75 cm en communication avec le fossé d'assainissement de la route départementale

Article 6.1

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres et surmontée d'un barbelé sur 0,5 mètre

Article 2

La société Sogessae est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 22 février 1991, concernant son site d'Epernay

Article 10

L'évolution du produit est considérée comme terminée lorsque les boues sont devenues pelletables. Dès lors, celles-ci seront reprises de préférence directement pour être utilisées comme amendement agricole ou éliminées dans une décharge autorisée à cet effet

Article 3 - Sanctions

Si l'exploitant n'a pas obtempéré dans le délai fixé, le préfet peut faire application, sans préjudice des sanctions pénales, des procédures prévues aux 1° et 2° de l'article L.514-1 du code de l'environnement, en particulier :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites

- suspendre, par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Article 4 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Recours.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès de M. le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, direction de la prévention des pollutions et des risques - service de l'environnement industriel - bureau du contentieux - 20, avenue de Ségur - 75302 Paris 07 SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 6-

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à Mme la sous-préfète de l'arrondissement d'Epernay et à MM. le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur régional de l'environnement, le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à M. le maire d'Epernay qui en donnera communication à son conseil municipal.

M. le maire d'Epernay procédera également à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une ampliation sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Notification de cet arrêté sera faite, sous pli recommandé, à M. le directeur de la société Sogessae, qui devra l'afficher à l'intérieur de l'établissement en vue de l'information du personnel.

~~Pour signature~~

Châlons-en-Champagne, le 19 juillet 2001

Pour le Préfet
et par délégation
le Secrétaire en Chef


Bernadette FABRY

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet,

signé : Ghyslain CHATEL

